

Jeffrey Sachs : Les États baltes sont désormais « l'endroit le plus dangereux » du monde

Le professeur Jeffrey Sachs explique pourquoi l'escalade de l'OTAN dans la région baltique en a fait le terrain le plus probable pour une grande guerre entre l'OTAN et la Russie. ENREGISTRÉ LE 23 MAI 2026. Chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons le professeur Jeffrey Sachs pour parler d'une situation de sécurité en Europe, qui semble devenir de plus en plus dangereuse. Merci beaucoup d'être revenu dans l'émission. Je regarde avec une grande inquiétude la possibilité d'une guerre entre l'OTAN et la Russie, parce que, depuis quatre ans, on assiste à une escalade progressive. Et on a maintenant l'impression qu'on est arrivé à un point où il paraît presque impossible que la Russie ne riposte pas. Des drones attaquent la Russie depuis le territoire des États baltes. Au début, l'OTAN a nié, puis elle a reconnu que ça se produisait, tout en affirmant que l'Ukraine n'a pas le droit d'utiliser leur territoire. Mais le fait que cela se produise serait, selon eux, de toute façon la faute de la Russie. C'est assez incroyable. Et maintenant, ils condamnent la Russie parce qu'elle menace de riposter. Alors, comment comprenez-vous cette situation ?

#Guest

Bien sûr, comme c'est le cas depuis de nombreuses années, il n'y a plus de véritable diplomatie entre l'Europe et la Russie. Les deux camps se parlent sans vraiment s'écouter. Les Européens, eux, se montrent très virulents. Les voix les plus fortes viennent des pays baltes et de la Pologne, qui sont les régions les plus russophobes du continent. Étrangement, l'Europe a confié la parole de toute la communauté européenne — soit environ quatre cent cinquante millions de personnes — aux pays baltes, à travers sa vice-présidente chargée des relations extérieures, Kaja Kallas, également commissaire à la défense, originaire de Lettonie ou de Lituanie... pardon. C'est vraiment curieux. Une grande partie de l'Europe ne partage pas cette position aussi dure, ni cette vision russophobe.

Les pays baltes, pour de nombreuses raisons, à la fois psychologiques et géographiques, le sont. Et en ce moment, ce sont eux qui orientent la politique européenne, à un degré vraiment surprenant. Malheureusement, les grandes puissances d'Europe, surtout l'Allemagne et la France, ne freinent pas. Nous avons, avec le chancelier Merz, le dirigeant allemand le plus irresponsable depuis des décennies, en réalité. C'est un va-t-en-guerre pur et simple. Il n'a montré pas la moindre trace d'intérêt pour la diplomatie, même pas pour contacter son homologue, le président Poutine. Même une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de Russie pour discuter de la situation ne semble pas l'intéresser. Merz semble avoir décidé, dans son esprit, de fonder la politique de son gouvernement sur la remilitarisation de l'Allemagne. Une perspective pas vraiment réjouissante, il faut le dire.

Et donc, l'un des problèmes aujourd'hui, en plus du fait que la voix de l'Europe semble être celle de trois États baltes, qui comptent à peine six millions d'habitants et affichent la forme la plus extrême de russophobie, c'est l'Allemagne. Je pense que l'Allemagne joue dans tout cela un rôle à la fois extrêmement important, dangereux et irresponsable. Parce que c'est elle qui porte la plus grande responsabilité, non seulement en tant que plus grand pays d'Europe, mais aussi parce qu'elle a explicitement promis à l'Union soviétique, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, de manière parfaitement claire, que l'OTAN ne s'élargirait pas. C'est aussi le pays qui devait être le garant de la fin de la guerre en Ukraine, en deux mille quinze, avec l'accord de Minsk deux. Et là encore, elle a échoué. L'Allemagne a donc une responsabilité particulière, un fardeau moral spécifique. Bien sûr, l'histoire est un autre sujet, mais même sans remonter à la Seconde Guerre mondiale, il suffit de se rappeler l'histoire de la réunification allemande et de ce qui a suivi.

L'Allemagne a triché à plusieurs reprises, et le chancelier Merz agit comme s'il n'avait aucune responsabilité. Ensuite, on passe à la France, dont la politique étrangère est, il faut le dire, vraiment étrange. Peut-être que l'idée de Macron, qui n'est pas complètement fausse mais qui est menée d'une façon tout à fait particulière, c'est l'autonomie stratégique de l'Europe. Je n'ai aucun problème avec l'autonomie stratégique de l'Europe vis-à-vis des États-Unis. Mais la mettre en œuvre à travers une attitude belliciste envers la Russie, c'est un jeu très dangereux, et totalement inutile. On peut défendre l'idée d'une autonomie stratégique européenne simplement parce que, quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est temps que l'Europe prenne son destin en main. Elle n'a pas besoin des États-Unis, ni pour la défendre, ni pour déterminer sa politique étrangère.

Mais Macron semble penser que, pour mettre en œuvre son idée d'autonomie stratégique, il doit aussi se comporter en dirigeant hostile et russophobe. Si on ajoute à cela la Grande-Bretagne, qui est, et a toujours été, russophobe — au moins depuis les années mille huit cent quarante — on obtient un mélange explosif : aucune diplomatie, seulement des discours sur l'escalade. Et maintenant, cette escalade se manifeste concrètement à partir de l'Ukraine. Il faut bien comprendre la situation ukrainienne. C'est un gouvernement radical, qui n'a évidemment rien à voir avec la démocratie. C'est un petit groupe qui dirige l'État sous la loi martiale, et qui est d'une corruption extraordinaire, comme tout le monde le sait. On le voit dans les villas appartenant à des Ukrainiens

un peu partout en Europe de l'Ouest, ou dans les rapports du NABU et de bien d'autres sources. En réalité, on a affaire à une dictature — corrompue et extrémiste.

Voilà ce qui se passe en ce moment. L'Ukraine essaie de pousser l'Europe à entrer dans une guerre plus large, un peu comme Israël essaie toujours d'entraîner les États-Unis dans une guerre élargie au Moyen-Orient. L'Ukraine fera tout ce qu'elle peut pour provoquer une guerre plus vaste. C'est sa tactique, parce qu'elle ne peut pas affronter la Russie seule. Mais peut-être que l'Europe, elle, le fera. Et si l'Europe combat la Russie, ils pensent sans doute que les États-Unis devront se battre aux côtés de l'Europe. Je ne sais pas ce qui leur passe par la tête, mais envoyer des drones à travers l'espace aérien balte — si c'est bien ce qu'ils font, et tout porte à croire que c'est le cas — eh bien, ça correspond à leur manière d'agir. Ils ont bombardé la triade nucléaire russe, en frappant des avions soviétiques stationnés sur le tarmac, qui faisaient partie des dispositifs de surveillance du contrôle des armements nucléaires.

Ils ont pris toutes les mesures provocatrices possibles. Ils veulent une guerre plus large, parce qu'ils pensent que c'est leur meilleure chance de gagner. Si on met tout ça ensemble — la russophobie des États baltes, l'Europe qui confie sa politique étrangère à ces mêmes États, une direction allemande qui, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, appelle ouvertement à la remilitarisation, ce qui, soit dit en passant, va à l'encontre du traité Deux plus Quatre négocié pour la réunification allemande, et qui stipule clairement que l'Allemagne ne se remilitariser pas dans le cadre d'une Allemagne réunifiée — et qu'on y ajoute la direction aberrante de la France et du Royaume-Uni, on obtient une catastrophe colossale. Cela fait du front balte, sans doute, le point le plus dangereux du monde, encore plus que la ligne de contact de la guerre en Ukraine.

Les pays baltes sont probablement l'endroit le plus dangereux de la planète en ce moment. Et c'est dire quelque chose, parce qu'on a la guerre en Iran, la guerre en Palestine, la guerre en Ukraine, et les tensions autour de Taïwan. Mais je dirais que les pays baltes sont aujourd'hui en première ligne, parce qu'ils appellent à la guerre, à la vengeance, à la haine de la Russie, et comptent sur l'Europe pour aller jusqu'au bout, en s'engageant activement dans le conflit.

#Glenn

Eh bien, il y a quelques signes qui laissent penser que la Russie... enfin, il y a eu des drones qui sont entrés dans les pays baltes depuis la Russie, apparemment. Ça pourrait être une forme de représailles. Certains disent que les Russes auraient simplement brouillé des drones ukrainiens, qui auraient dévié par accident. D'autres affirment au contraire que les Russes les auraient abattus, puis auraient ensuite attaqué les pays baltes avec ces mêmes drones ukrainiens. Difficile à dire, pour l'instant, ce ne sont que des spéculations. Mais en tout cas, il semble bien que la situation s'aggrave. Et bien sûr, tout cela est aussi alimenté par une rhétorique de guerre de plus en plus forte des deux côtés. C'est très inquiétant, parce que dans une guerre comme celle dont on parle, il n'y aura pas de vainqueurs. Il n'y aura que des morts en masse. Et franchement, tout ça n'a pas beaucoup de sens.

Alors maintenant, on en arrive à un point où, semble-t-il, soit on va vraiment entrer en guerre avec la Russie, quelles qu'en soient les conséquences, soit il est encore temps de mettre fin à tout ça. On voit d'ailleurs, en Europe, quelques discussions émerger, très lentement certes, mais tout de même, sur la possibilité de rétablir la diplomatie. Et, fait assez marquant, Angela Merkel elle-même a déclaré qu'il était temps de parler à la Russie, et que l'Union européenne avait eu tort de ne pas le faire plus tôt. C'est un peu étrange, après plus de quatre ans de conflit, mais malgré tout, c'est assez significatif. Parce que pendant plus de quatre ans, les Européens sont restés en retrait, boycottant toute forme de diplomatie, comme si le fait de ne pas parler aux Russes était une preuve de vertu, une manière de montrer à quel point ils étaient du bon côté. Est-ce que vous voyez, vous, un potentiel dans ce changement ?

Jusqu'à présent, ils discutent surtout de savoir s'ils doivent parler à la Russie, et si oui, s'ils peuvent se mettre d'accord, alors qui devrait les représenter. Et s'ils arrivent à se mettre d'accord, il faudra encore qu'ils décident ensemble de ce qu'ils vont dire, d'une seule voix. Et chaque fois que les vingt-sept pays de l'Union européenne parlent d'une seule voix, ça finit souvent par le plus petit dénominateur commun... c'est-à-dire la position la plus dure possible. Donc, au final, ils demanderont sans doute la capitulation de la Russie, ou... je ne sais pas trop où ils veulent en venir. Mais à ce stade, il vaudrait peut-être mieux qu'un dirigeant européen prenne simplement son téléphone et parle, au moins. C'est... non, je ne sais pas. Est-ce que vous êtes optimiste, au moins, sur les efforts pour « décriminaliser » la diplomatie ? Parce que, franchement, ça fait longtemps que je n'ai pas entendu quelqu'un parler de dialoguer avec l'autre camp. Ils ne le font pas encore, mais au moins, ils commencent à envisager la possibilité de le faire.

#Guest

Je pense que ce qui se passe, c'est que la rhétorique et la logique de guerre sont en train de devenir incontrôlables. Et je crois qu'il y a un parallèle avec ce qui se passe entre Israël et la Palestine. Pendant longtemps, Israël a mené une stratégie visant à conquérir et à contrôler l'ensemble de la Palestine, y compris, bien sûr, les territoires occupés de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, et même à s'étendre vers des pays voisins comme le Liban et la Syrie. Mais à l'origine, c'était surtout, je dirais, une politique de sécurité stratégique. Cela a dérapé, surtout après l'attaque du sept octobre menée par le Hamas, mais aussi plus largement dans le contexte actuel, vers la haine ethnique la plus radicale, la déshumanisation, les massacres et la violence — en fin de compte, vers un génocide du peuple palestinien.

La raison pour laquelle j'en parle, c'est que la guerre en Ukraine est une guerre de grandes puissances. C'est un conflit né de l'élargissement de l'OTAN et de la résistance de la Russie à cet élargissement. Il est aussi né d'un coup d'État en février deux mille quatorze, dont la Russie considère — et je partage ce point de vue — que les États-Unis ont été un acteur majeur et un promoteur, et que ce coup était dirigé contre la Russie pour faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN. L'idée, c'était de renverser un gouvernement neutre, qui voulait rester en dehors de l'Alliance. On peut dire que tout cela relevait d'une politique de grandes puissances à la fois désagréable et dangereuse

— une sorte de grand jeu autour de l'Ukraine, comme Zbigniew Brzezinski l'avait décrit dans les années quatre-vingt-dix.

Mais dans le contexte actuel, tout cela a dégénéré en une profonde haine ethnique. On le voit surtout en Pologne et dans les pays baltes, des endroits où j'avais travaillé et apporté mon soutien il y a trente ans, à une époque où une nouvelle ère de paix semblait s'installer. J'ai travaillé avec la Pologne pour les aider à annuler leurs dettes, à stabiliser leur monnaie, à ouvrir leur commerce et à rejoindre l'Europe. Tout cela... Et j'ai aidé l'Estonie à introduire une monnaie, en collaborant avec le père de Kaja Kallas, qui était alors gouverneur de la Banque centrale d'Estonie. Mais l'idée, à l'époque, pour moi comme pour l'Allemagne, les États-Unis, le président Gorbatchev et le président Eltsine, c'était que tout cela allait dans le sens d'une nouvelle paix et d'une maison européenne commune.

Et l'idée du traité Deux plus Quatre, qui a permis la réunification de l'Allemagne, s'inscrivait dans la continuité de l'Acte final d'Helsinki. Cet acte affirmait que la sécurité en Europe est indivisible, qu'aucune sécurité ne peut se construire au détriment d'un autre pays, et qu'il ne devait pas y avoir de remilitarisation, entre autres principes. Mais aujourd'hui, on assiste à une montée en flèche d'une haine ethnique radicalisée. Ces pays ont, à mon sens, une mémoire historique profondément déformée à propos de la Russie, mémoire encore attisée par la guerre en Ukraine, par une rhétorique débridée et par la tragédie même de la guerre. Et il n'y a absolument aucune prise de conscience, pas même une fraction de seconde, que ce qui se joue dans la guerre en Ukraine est étroitement lié à la question de la sécurité de la Russie face aux États-Unis.

Tout cela n'est ni admis, ni compris, ni même reconnu. Tout a été interprété comme le mal russe, comme de l'agression russe, comme une guerre non provoquée et un massacre commis par les Russes. Tout cela est faux, dans sa pseudo-histoire comme dans son intention délibérée. On nie des faits élémentaires sur la réunification allemande, sur l'OTAN, sur Minsk deux, et sur bien d'autres sujets encore : le contrôle des armements, l'abandon par les États-Unis du traité sur les missiles antibalistiques, la participation américaine au coup d'État du Maïdan... Toute cette histoire dont vous, moi, et beaucoup d'autres parlons depuis des années. Rien de tout cela n'est évoqué, ni en Allemagne, ni en Estonie, ni en Lettonie, ni en Lituanie, ni en Pologne, ni par la Commission européenne, d'aucune manière.

Ce qu'on voit à la place, c'est simplement la montée de la haine. Et la haine, ça peut déborder. C'est ça qui rend la situation si dangereuse. Dans le cas d'Israël, que j'ai mentionné, la haine a débordé jusqu'à un génocide ouvert. Les Israéliens n'ont plus aucun contrôle d'eux-mêmes. Ils ne savent même plus comment le reste du monde les perçoit. Ils ne comprennent pas, parce qu'ils sont pris dans l'engrenage de la haine. Et je dirais que c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui sur le front européen, dans les pays baltes, en Pologne, et dans la réaction de la Russie. Qu'est-ce que vous faites ? Vous voulez vraiment une guerre en Europe ?

Et puis ça fait écho, et on entend depuis Berlin : oui, il faut se préparer à une guerre en Europe, peut-être d'ici deux mille vingt-neuf. Et on entend parler de la nécessité de se préparer à la guerre, du parapluie nucléaire. Maintenant, ce débat : faut-il soutenir activement les drones qui attaquent la Russie ? On voit des célébrations quand l'Ukraine frappe Moscou, et ainsi de suite, avec une attaque de drone. La seule chose que je peux dire, Glenn, c'est que non seulement tout ça est sur le point de déborder, mais peut-être, juste peut-être, que ça donne à certaines personnes responsables en Europe l'idée que la situation a atteint un point où il n'y a plus de retenue du côté européen. Et que ça pourrait complètement exploser — exploser d'une manière qui serait dévastatrice pour toute l'Europe. Alors peut-être que c'est de là que vient, avec quatre ans de retard, l'idée que quelqu'un devrait enfin en discuter avec ses homologues russes.

Et ça, je le dis depuis des années. Vous le dites aussi, et beaucoup d'autres le disent. Il faut parler avec l'autre camp, parce qu'en réalité, les Russes ont des choses importantes à dire, qui peuvent aider les Européens à se rappeler comment on en est arrivés à cette catastrophe monumentale. Et avec la chancelière Merkel, c'est à la fois très intéressant et très émouvant. J'aime bien la chancelière Merkel. Je la respecte, c'est une dirigeante posée, honnête, travailleuse, quelqu'un de décent, qui voulait la paix en Europe. Mais elle-même a expliqué ce qui avait mal tourné. Et le moment le plus marquant, c'est entre le premier et le deuxième jour du sommet de l'OTAN à Bucarest, en deux mille huit, quand les États-Unis poussaient pour élargir l'OTAN. Et la chancelière Merkel savait, et elle l'a dit : cela pourrait être le chemin vers la guerre avec la Russie. C'était du bon sens.

Les États-Unis poussaient pour une date fixe, ce qu'ils appelaient un « MAP », un plan d'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et, d'ailleurs, à la Géorgie, dans la région du Caucase du Sud. Une région qui, non seulement, n'est pas l'Atlantique Nord, mais qui n'est même pas en Europe. C'est une partie de l'Asie. Mais pour ne pas m'éloigner du sujet, la chancelière Merkel savait, et elle l'a écrit, que l'engagement d'élargir l'OTAN risquait fort de conduire à la guerre. Elle a résisté le premier jour du sommet de l'OTAN, puis elle a cédé le deuxième jour. Et elle a cédé d'une manière qui, selon elle, lui permettait encore de garder un peu de terrain. Il n'y aurait pas de plan précis ni de date fixée, mais la conférence se conclurait par une déclaration sans ambiguïté : l'OTAN s'élargira à l'Ukraine et à la Géorgie. Ce fut la fin de la voix de l'Allemagne en faveur de la retenue.

Et puis, malheureusement, on avance rapidement jusqu'aux événements du dix-neuf au vingt et un février deux mille quatorze, quand le coup d'État a failli se produire à Kyiv. Les Allemands, avec leurs collègues, ont alors négocié avec le président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovitch, pour qu'il n'y ait pas de coup d'État, et que son mandat se poursuive jusqu'à la fin de l'année deux mille quatorze, avant de nouvelles élections. L'Allemagne était d'accord avec ça. Les États-Unis aussi. Ce soir-là, il y a eu des échanges avec le président Poutine à propos de cet accord. Et puis, le lendemain, les meneurs du coup ont pris d'assaut les bâtiments du gouvernement à Kyiv — ou Kiev, comme vous préférez. Et là, les États-Unis ont immédiatement reconnu le nouveau gouvernement, au lieu de dire : attendez une minute, nous avons un accord.

C'est une démarche extra-constitutionnelle. Le président Ianoukovitch est toujours le président. Les États-Unis ont joué leur carte et ont immédiatement reconnu le nouveau gouvernement. Pas officiellement, mais ils ont dit qu'ils allaient travailler avec ce nouveau gouvernement. Ils n'ont pas appelé au rétablissement de l'ordre constitutionnel, et l'Allemagne a suivi. C'était donc l'étape suivante. Et un an plus tard, est arrivé l'accord de Minsk deux. C'était en février deux mille quinze, et l'Allemagne devait en être le garant. Beaucoup ne s'en souviennent peut-être pas, mais l'accord de Minsk deux visait à mettre fin aux combats dans le Donbass, en instaurant un nouvel ordre constitutionnel dans lequel le Donbass, c'est-à-dire les deux oblasts de Louhansk et de Donetsk, obtiendraient une autonomie leur permettant de s'administrer eux-mêmes au sein de l'Ukraine.

Et l'Ukraine avait accepté cela. L'accord a été adopté à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies. L'Allemagne et la France devaient être les garants des accords de Minsk deux. Et ensuite, les États-Unis et l'Ukraine ont dit en privé : non, nous n'allons pas appliquer cet accord. Et l'Allemagne n'a pas réagi. Elle n'a pas dit : attendez une minute, nous avons un accord, il est soutenu par le Conseil de sécurité de l'ONU, nous sommes responsables de son application, il doit être mis en œuvre. L'Allemagne est restée silencieuse. À tel point qu'en deux mille vingt-deux, je crois, la chancelière Merkel a déclaré, de manière assez surprenante : eh bien, nous ne le pensions pas vraiment. C'était pour gagner du temps pour l'Ukraine.

Je ne crois pas vraiment que c'était son opinion en deux mille quinze. Mais c'est devenu son excuse en deux mille vingt-deux, quand elle a été attaquée pour avoir signé un tel accord, critiquée en Allemagne pour avoir été trop conciliante avec les Russes. Tout cela montre qu'on en est arrivé à un point de haine, à une sorte d'amnésie totale sur les faits réels. Et on en est aussi à un moment où tout cela pourrait facilement dégénérer en guerre ouverte dans les pays baltes, ou ailleurs en Europe. En d'autres termes, le risque d'un désastre complet. Et peut-être, oui, peut-être que c'est pour cette raison que la chancelière Merkel, entre autres — enfin, c'est sûrement pour ça qu'elle dit qu'il faut parler — mais peut-être que d'autres aussi commencent à se dire que l'Europe doit, elle aussi, reprendre le dialogue.

C'est assez frappant, d'ailleurs, dans cette discussion sur la recherche d'une voix européenne, de voir que la personne qui serait l'équivalent, celle dont on parle, c'est la chancelière Merkel, citée comme une possible représentante de l'Europe, ou encore Mario Draghi, mentionné lui aussi comme un représentant potentiel. On tient pour acquis que leur propre responsable des affaires étrangères, Kaja Kallas, ne pourrait pas être cette personne, parce que sa russophobie est tellement évidente, tellement fondamentale, qu'elle ne peut pas jouer le rôle de diplomate. Ils le savent. Et rien que ça, c'est vraiment très triste. C'est un peu comme si on disait : « Nous avons besoin de diplomatie, mais, dans le contexte américain, ce ne peut pas être le secrétaire d'État. Il n'est pas diplomate. » C'est exactement ce que cela reviendrait à dire. Mais l'Europe, elle, reconnaît implicitement ce fait.

#Glenn

Eh bien, l'Union européenne a choisi Kallas comme responsable de la politique étrangère à un moment où elle suivait une ligne selon laquelle il fallait boycotter la diplomatie et que les armes étaient la voie vers la paix. Donc, si on ne veut absolument aucune diplomatie, j'imagine qu'elle peut sembler être un bon choix. Je repense souvent à ce que vous venez de dire aussi. Comment a-t-on pu passer d'Angela Merkel, qui avait déclaré qu'offrir à l'Ukraine un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN serait interprété par Moscou comme une déclaration de guerre, à la situation actuelle, où il est devenu impossible même d'évoquer l'idée que notre camp ait pu provoquer quoi que ce soit ? Je me dis parfois qu'une partie de la manipulation du récit, ou de la manière dont le débat a été étouffé, vient du fait qu'on présente souvent les choses comme s'il n'y avait que deux versions possibles : soit c'est notre récit, soit c'est celui de la Russie. Et au fond, on nous pousse à choisir entre les deux.

Je pense à ce qui s'est passé, ici, en Norvège. À cause de notre géographie, on avait un rôle clé dans le système de défense antimissile dirigé par les États-Unis, qui est maintenant celui de l'OTAN. Un système stratégique de défense antimissile qui, à l'époque, menaçait de remettre en cause la dissuasion nucléaire de la Russie. Et les Norvégiens étaient assez inquiets à ce sujet. Puis, WikiLeaks nous a appris que l'ambassadeur américain en Norvège expliquait qu'en fait, on pouvait « retourner » les Norvégiens. Il disait : il suffit d'en faire une question de solidarité au sein de l'alliance. Autrement dit, soit les Norvégiens répètent ce que disent les Russes, soit ils choisissent la solidarité avec l'OTAN. Et il affirmait que, si on présente les choses comme ça, ils ne pourront plus vraiment parler de sécurité. Et il ajoutait aussi qu'ils allaient impliquer des ONG, des think tanks, des journalistes, des responsables politiques.

Et plus tard, on a vu un autre câble de WikiLeaks publié, où ils confirmaient en gros que tout le monde rentrait dans le rang. Donc, ce n'est pas plus compliqué que ça. Soit on répète la ligne du Kremlin, soit on montre sa solidarité. Et j'ai remarqué que dans cette guerre aussi, c'est exactement le même discours. Si on dit que l'OTAN a provoqué tout ça, c'est un argument du Kremlin. Si on dit que l'OTAN a aidé à renverser le gouvernement, encore un argument du Kremlin. Il n'y a pas de débat. Il faut juste choisir un camp et, d'une manière ou d'une autre, défendre la guerre en prétendant qu'elle n'a pas été provoquée. C'est la ligne pro-occidentale et pro-ukrainienne. Et si on ose dire que peut-être, enlever de force tous ces jeunes Ukrainiens pour les envoyer à la mort, ce n'est pas vraiment pro-ukrainien, eh bien, ça aussi, c'est un argument du Kremlin. Si on est pro-Ukraine, on est pro-conscription, on envoie tous ces hommes mourir. C'est...

#Guest

Je pense que ce serait très intéressant, dans le contexte norvégien, de demander à la direction actuelle quelle était la position de la Norvège lors du sommet de l'OTAN à Bucarest. Quelle était sa position réelle ? J'ai quelques informations à ce sujet, et je crois que la Norvège était consternée parce que George Bush proposait. Et elle se demandait : comment se fait-il que Bush, qui avait promis de ne pas suivre cette voie, ait finalement choisi de le faire ? Je suis d'accord, j'aimerais bien savoir ce que la direction norvégienne en dit aujourd'hui.

Est-ce qu'on se souvient encore de ce qui s'est passé en deux mille huit ? Des attitudes de l'époque ? De ce que la chancelière Merkel avait exprimé, et qu'elle a noté, honnêtement d'ailleurs, dans son dernier livre, qui est en quelque sorte son journal ou ses mémoires ? Oui, elle savait que cela revenait à déclarer la guerre, ou que ce serait perçu comme tel du côté russe. J'aimerais savoir ce dont les Norvégiens se souviennent à ce sujet, le leadership norvégien en particulier, parce qu'il y a une mémoire historique. Et cette réflexion devrait être utile. Bon, il y a beaucoup d'intimidation américaine, on le sait. Beaucoup de pressions. Si vous sortez du rang, les Américains diront que vous êtes corrompus. Ils essaieront de faire tomber votre gouvernement. Ils feront ceci ou cela. Mais c'est justement ce genre de comportement qui a conduit l'Europe à ce désastre.

Vous savez, je vois la situation de l'Europe aujourd'hui d'une manière différente — à la fois tragique et erronée. Je considère la russophobie comme une forme d'autodestruction terrible pour l'Europe. En étant aussi russophobe, l'Europe s'est fait du tort à de nombreuses reprises dans son histoire. C'est un sujet long et passionnant, sur lequel j'écris et que j'étudie moi-même en ce moment. C'est très nuisible pour l'Europe d'adopter des positions aussi extrêmes. Cela ne l'unit pas, au contraire, cela la rapproche d'un conflit désastreux, en évitant délibérément de regarder l'histoire en face et sans chercher à en faire une évaluation honnête. Mais les gens savent — du moins, certains devraient se souvenir et peuvent encore se rappeler.

Encore une fois, je mets la responsabilité principale de tout cela sur la chancelière Merkel, parce que c'est l'Allemagne qui porte ici la plus grande part de responsabilité, et aussi la plus grande part de reddition de comptes. Pas seulement à cause de la Seconde Guerre mondiale — même si j'inclus cela — mais aussi à cause des conditions de la réunification allemande, des promesses explicites de non-élargissement de l'OTAN, des termes du traité quatre plus deux, des événements autour de Maïdan, et de ceux autour de Minsk deux. Si Merkel prenait simplement une journée, une seule journée honnête, pour revoir l'histoire et la diplomatie récentes de l'Allemagne, et pour mesurer combien de fois l'Allemagne a menti à l'Union soviétique puis à la Russie depuis mille neuf cent quatre-vingt-dix... Et d'ailleurs, j'ajoute un fait supplémentaire, à la fois surprenant mais vrai : c'est l'Allemagne qui, au départ, a pris la tête pour dire non à l'élargissement de l'OTAN.

Les États-Unis et l'Allemagne ont exprimé cela de manière tout à fait explicite, aussi bien à Gorbatchev qu'à Eltsine. Puis, vers mille neuf cent quatre-vingt-douze, les États-Unis ont commencé à revoir leur position. Et l'Allemagne, de façon intéressante, surtout dans les milieux économiques, a commencé à faire pression pour l'élargissement de l'OTAN dès mille neuf cent quatre-vingt-treize. Donc, même si j'ai tendance à attribuer une grande part de responsabilité à la politique étrangère américaine, pour ses manipulations et ses reniements d'engagements, l'Allemagne porte en réalité une responsabilité directe et indépendante. Elle ne s'est pas simplement alignée sur les États-Unis — ce qu'elle a fait bien souvent — mais elle a, de manière autonome, ignoré les termes de la réunification allemande en l'espace de trois ans, et commencé à faire campagne pour l'élargissement de l'OTAN. Et je sais que certains chercheurs travaillent justement sur cette question en ce moment.

Je pense que les entreprises allemandes croyaient qu'elles allaient investir en Europe de l'Est, et qu'elles voulaient la sécurité que représentait le fait que ces pays soient sous le parapluie de l'OTAN. Mais elles ont accordé très peu d'importance — ou plutôt aucune — au fait que l'Allemagne avait explicitement promis, dans l'accord dit « quatre plus deux », de ne pas déployer de troupes, même en Allemagne de l'Est. Et cela s'était fait dans un contexte de clarté absolue. Pas d'ambiguïté, contrairement à ce que raconte aujourd'hui notre version officielle, mais une clarté totale : cet engagement ne concernait pas seulement l'interdiction de déplacer des troupes en Allemagne de l'Est, comme le stipule le traité quatre plus deux, mais plus largement en Europe centrale et orientale. A fortiori, il ne devait pas s'étendre aux États baltes, à l'Ukraine ou à la Géorgie, qui sont pourtant devenus, peu après ces engagements, le terrain de manœuvres et de stratégies bien différentes. Alors, avant tout, j'aimerais que le chancelier allemand se penche sur cette histoire et, dans un esprit d'honnêteté, dise qu'il est temps de parler à notre interlocuteur.

#Glenn

Mais encore une fois, quand on se rencontre, je me demande ce qu'on peut vraiment accomplir maintenant. J'ai vu le ministre finlandais des Affaires étrangères dire que l'OTAN n'est pas une menace, mais que la Russie est une menace pour la paix mondiale. Donc, en d'autres termes, c'est comme ça que vous voyez le monde aujourd'hui. Plus d'OTAN, c'est plus de paix. Moins de Russie, c'est plus de paix. En gros, le monde se divise entre les gentils et les méchants. Si les gentils ont plus d'armes, alors les méchants... eh bien, on aura la paix. C'est, enfin, c'est cette logique-là. Donc il n'y a pas de...

#Guest

Je suis d'accord avec ça. Glenn, je crois simplement... je crois, j'espère, sans en avoir la preuve... mais j'espère que des discussions en face à face, où, franchement, les Européens seraient obligés de se rappeler certains faits récents, seraient utiles. Il y a beaucoup d'expériences, à la fois des événements réels et des données concrètes, qui montrent que les échanges directs peuvent faire une différence. Il est très difficile de maintenir un récit faux quand on est confronté directement à son interlocuteur sur la durée. Je connais bien le ministre des Affaires étrangères Lavrov. Je le respecte énormément. C'est une véritable encyclopédie vivante des trente-six dernières années d'histoire. Je pense qu'il serait un excellent interlocuteur pour discuter de ces questions. Et je crois, parce que j'en ai vu beaucoup de mes propres yeux, que les Européens auraient beaucoup à se remémorer, et que cela serait bénéfique pour la sécurité de l'Europe elle-même.

#Glenn

Je suis d'accord. Eh bien, quand la diplomatie se résume à s'asseoir dans une pièce avec des gens qui pensent comme vous, c'est facile de tomber dans une sorte de bulle où des récits complètement déconnectés commencent à circuler et à prendre le dessus. Enfin bref, j'ai déjà pris trop de votre temps, alors merci beaucoup et profitez bien de votre journée au Brésil.

#Guest

Merci beaucoup. À très bientôt.

#Speaker 03

Au revoir.